

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Revue internationale francophone

L'Androcène : domination patriarcale, capitalisme et changement climatique

Appel à contributions pour le numéro de NQF 40/2 2021

Lucile Ruault, Cléo Chassonnery-Zaïgouche, Marlyse Debergh,
Ellen Hertz, Hélène Martin, Laurence Bachmann (coord.)

Le terme « Anthropocène » a été proposé pour rendre compte d'une nouvelle époque géologique dans laquelle serait entré le système Terre. Qu'on la date de l'invention de la machine à vapeur, de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de l'invention du feu ou de la colonisation des Amériques, cette nouvelle époque se caractériserait par l'influence décisive de l'activité humaine sur l'évolution de la biosphère.

Les chercheur-e-s en sciences humaines et sociales se sont emparé-e-s de ce terme pour critiquer sa portée faussement universaliste. Selon ces critiques, derrière une conception de l'humanité indifférenciée sous-entendue par le concept d'Anthropocène se cache en réalité un ensemble identifiable d'acteurs et d'institutions inscrits de manières distinctes dans des systèmes d'inégalités liés à des rapports de domination. Le développement de cette critique s'est avant tout concentré sur la responsabilité du capitalisme, certain-e-s proposant d'ailleurs la notion de « Capitalocène ». D'autres ont insisté sur les origines occidentales, en particulier anglo-saxonnes de ce phénomène. Nombre de travaux ont aussi souligné le rôle de l'industrie, des guerres, des sciences et des techniques. Des écrits ont invité à cerner plus précisément des acteurs (individuels et collectifs) et leurs responsabilités historiques dans la dégradation généralisée des milieux de vie, et ces écrits ont mis l'accent sur les plus riches des riches, sur les industriels occidentaux, sur les blancs – à la lumière des analyses du racisme environnemental.

En parallèle à ces développements, nous assistons aujourd'hui à un regain d'intérêt pour les pensées éco-féministes, de même que la question climatique prend une place croissante dans les mouvements sociaux, comme dans les débats en sciences sociales. Des nouveaux écrits en études féministes portent sur les formes de mobilisations du féminisme environnemental et sur les figures précurseuses de l'écoféminisme. Ils théorisent par ailleurs les manières dont se conjuguent l'exploitation de la nature appréhendée comme ressource (extractivisme) et l'exploitation des corps des femmes, et mettent en évidence les rencontres et rendez-vous manqués entre mouvements des femmes et écologie politique.

Dans une approche féministe qui revisite les concepts d'« Anthropocène » et de « Capitalocène », nous proposons, avec ce numéro, de réfléchir aux origines patriarcales de la destruction de l'environnement et aux opérations conjuguées du capitalisme, du racisme et du sexisme précipitant ces processus. En effet, malgré les apports de la littérature sur l'Anthropocène, cette dernière omet le plus souvent dans sa narration historique un autre système de domination : le patriarcat. Elle semble ignorer qu'à la tête des institutions, des organisations, des recherches et des armées qui ont initié le basculement climatique se trouvaient exclusivement des hommes. Ainsi, ce numéro de *Nouvelles Questions Féministes* mobilise la notion d'Androcène afin de rendre visible ce que le monde académique, comme les militant-e-s écologistes, tend à ignorer : le genre de l'Anthropocène.

Décalant le regard de celles et ceux qui subissent l'altération des conditions environnementales vers ceux qui en sont responsables, notre dossier thématique porte la focale sur les acteurs qui ont le plus bénéficié de la dégradation environnementale et continuent d'innover en la matière. Les articles viseront à explorer la centralité du patriarcat, ses modalités d'action et de pensée à l'œuvre dans ce changement global. Dans quelle mesure les rapports de sexe structurent-ils la transformation de l'environnement en ressources exploitables ? Comment idéologie patriarcale et idéologie industrielle s'articulent-elles ? Quels liens avec

l'étude des masculinités ? En quoi la sociologie critique, reprenant un certain économisme du sens commun basé sur une logique de ressources (ou de capitaux), s'accorde-t-elle à une logique viriliste d'accumulation et d'instrumentalisation ? Par ailleurs, comment se fait-il que certains récits « collapsologiques » reproduisent un imaginaire masculin de l'isolement, de l'aventure et du chacun-pour-soi, entre camp de scouts et campement survivaliste ?

Nous attendons des propositions sur des situations variées dans l'espace et dans le temps, contribuant ainsi à cerner les contextes historiques qui expliquent l'émergence des conditions environnementales actuelles. L'ambition est de faire dialoguer des approches qui, relevant de diverses disciplines, considèrent la transformation du climat comme le produit de rapports sociaux et analysent l'inégale responsabilité d'acteurs et de groupes sociaux. En effet, pour penser l'articulation étroite entre les systèmes de domination, il s'agit de donner une large place à l'étude de la dimension intersectionnelle des inégalités environnementales et des multiples dynamiques à l'origine du changement climatique.

Nous souhaitons réunir des propositions tant empiriques que théoriques, portant à différentes échelles d'analyse, que cela soit au niveau des forces globales à l'origine du phénomène de transformation du climat ou à celui des acteurs et des actrices, par l'observation fine de processus territorialisés.

Les contributions pourraient s'inscrire dans l'un des axes suivants :

1. Les dynamiques de l'expropriation

Nous entendons rassembler dans cet axe des contributions qui éclairent en quoi l'exclusion des femmes et d'autres catégories dominées est constitutive de cette nouvelle ère géologique. Comment les forces sociales de l'Anthropocène reconfigurent-elles l'assujettissement des femmes ? Plus généralement, il s'agit de saisir les rapports sociaux qui conduisent à métamorphoser des êtres humains et la nature en « ressources », productives évidemment, mais aussi procréatives. Les contributions pourront ainsi explorer, d'une part, comment l'appropriation masculine des centres de pouvoir ont déterminé les grandes orientations de l'industrialisme fossile et, d'autre part, comment les dominé-e-s ont été relégué-e-s dans des espaces où elles et ils sont dépourvu-e-s de marge de manœuvre sur leur environnement. Peut-on relire les normes de genre dominantes – caractérisées par la violence, la disqualification – comme une caractéristique de l'Anthropocène ?

Pour appréhender la logique matérielle de cette marginalisation, les contributions pourront explorer les trois moments d'« accumulation primitive du capital » de la théorie marxiste : la privatisation des communs (enclosures en Angleterre), le commerce colonial et la révolution productive agricole, en portant attention au rôle qu'y ont joué les femmes face à ce qui fut également une réduction drastique de leurs champs d'action et un vol de leurs savoir-faire (agriculture, alimentation, santé, soins corporels, etc.). Les contributions qui porteront leur regard sur les phénomènes actuels d'expropriation capitaliste seront particulièrement appréciées, notamment sur les liens entre la destruction des écosystèmes et la marginalisation des vécus des catégories dominées ; elles pourront également interroger les spécificités et les actualisations du capitalisme en tant que système politique et économique, responsable de la destruction des ressources. Seront également bienvenues les propositions qui incluront dans leur analyse la négation des compétences des femmes dans l'institutionnalisation des sciences, notamment par l'appropriation et la disqualification de leurs connaissances, en particulier lorsqu'elles sont pauvres ou racisées. Enfin, des contributions qui examineraient les conflits suscités par le capitalisme fossile sont vivement souhaitées. Qu'est-ce qui disparaît quand tout ce qui nous entoure devient ressources à exploiter ? Elles pourront notamment s'intéresser à ce que subissent les corps quand la liberté de se déplacer est restreinte ou empêchée, que l'alimentation est bouleversée par la perte des terres nourricières.

2. Sciences et technologie. Déni et déresponsabilisation

Sous cet axe, nous sollicitons des contributions qui réfléchissent aux logiques de genre structurant la production de connaissances scientifiques et d'experts, en particulier dans les justifications du système énergétique actuel ainsi que dans les réponses proposées face au changement climatique. Les réflexions sur l'Anthropocène ont été façonnées par des connaissances expertes, provenant dans un premier temps des sciences de la nature et de l'environnement. Ainsi, cet axe propose d'interroger les discours d'experts

et de scientifiques, y compris les discours critiques sur le changement climatique. Il nous semble important également de débusquer ces logiques androcentriques au sein même des sciences sociales.

La science, à travers les institutions du savoir et les corps d'experts détenteurs du « savoir légitime », a mis et met à distance la destruction de la nature. Elle rationalise cette destruction et, en se posant comme médiatrice entre la nature et les humains, contribue à normaliser le phénomène de la dégradation des conditions de vie. Aussi, par analogie avec l'impensé du travail non payé réalisé par les femmes, nous proposons de réfléchir à l'impensé de l'exploitation et de la destruction de l'environnement, camouflée par l'idée que l'on peut quantifier des « services rendus par la nature ». De la même manière que les dimensions de classe ont été mises au jour dans la définition des responsabilités, il s'agit selon nous de mettre en évidence les dimensions genrées qui déterminent l'imaginaire techniciste et patriarcal de maîtrise et de progrès ayant permis l'appropriation par la destruction de la nature. De plus, alors que certaines réponses technophiles et scientistes (relevant de l'éco-modernisme) reproduisent la logique qui a créé le problème, il importe d'examiner aussi les dimensions genrées des solutions envisagées.

3. Guerre et industrie. Socialisation à la destruction

Cet axe vise à interroger la façon dont les individus ont intégré et intègrent encore l'ordinaire du saccage, de l'expropriation et de la nuisance, que cela soit pour l'exercer avec conviction ou pour la subir avec résignation. Comment en vient-on à se comporter « comme maître et possesseur de la nature » ? Comment apprend-on à être assimilé-e à cette nature appréhendée comme ressource maîtrisée et possédée ? On s'attardera ainsi avec profit sur l'analyse conjointe de la construction de l'idéologie viriliste et l'idéal de maîtrise et d'externalisation de la nature, par opposition au *care* et à la compréhension de l'interdépendance entre humains et environnement.

Parmi les instances de socialisation à la destruction, on pourra par exemple s'intéresser à la façon dont on enseigne aux petits garçons à « jouer » à la guerre. Plus généralement et à partir d'autres lieux de socialisation à la destruction, il importe de regarder à qui et ce qu'il est permis de détruire. Comment donc apprend-on le non-soin des autres et des choses ? Pour qui la réduction de la nature et des humains à un ensemble de ressources exploitables est-elle une marque de distinction sociale ?

L'examen de la reproduction ordinaire de l'expérience de destruction implique d'analyser comment les liens concrets entre idéologies industrielles et organisation militaire – déjà bien documentés par ailleurs – se traduisent à l'échelle des individus. Il pourra également s'agir d'étudier le genre de(s) sociabilité(s) qui se nouent lorsqu'un groupe social organise la destruction d'une montagne pour en extraire du minerai, ou tue pour « sécuriser » l'approvisionnement de « son » pays en combustibles fossiles. En revisitant les liens entre industries, guerre, agriculture intensive, etc., on s'attachera à déterminer ce qui unit, en somme, les participant-e-s à l'exploitation forcenée de la planète, au risque de la destruction de la possibilité de vivre.

Les propositions d'articles de deux pages sont attendues pour le 1^{er} mars 2020 en format Word, envoyées par courriel à laurence.bachmann@hesge.ch et ruaultlucile@gmail.com. La 1^{ère} version des articles retenus devra être soumise à la rédaction de NQF d'ici le 1^{er} novembre 2020, dans un format conforme aux consignes aux auteur-e-s consultables sur le site de *Nouvelles Questions Féministes*. Le numéro sortira en 2021.